

**Work**

APRÈS LA CRISE

OPINION

“Il est urgent de réétudier la hiérarchie sociale des métiers”

Notre organisation du travail et notre modèle économique sont en pleine tourmente. Et si c'était l'occasion de tout changer ? Nous avons posé la question à Dominique Méda, sociologue.

/Q/

De quelle façon cette crise sanitaire interroge-t-elle notre organisation du travail et notre économie ?

DOMINIQUE MÉDA Cette crise nous fait notamment prendre conscience de la fonction structurante du travail. Un grand nombre de personnes se sont retrouvées en télétravail et d'autres sans aucune activité. Cela change considérablement les choses. On constate combien le travail structure nos emplois du temps. Il est un support essentiel de lien social en dehors de la famille. De façon micro, un certain nombre de personnes s'aperçoivent certainement qu'elles travaillaient de façon insuffisamment productive avec, par exemple, trop de réunions. Certains employeurs découvrent les bienfaits de laisser plus d'autonomie à leurs collaborateurs. Plus globalement, cette crise remet en cause de très nombreuses dimensions de l'organisation du travail au niveau national

et international. Elle met à mal les longues chaînes de valeur liées à une production disséminée sur de très nombreux continents qui nous rendent dépendants des autres pays. Notre modèle économique pose problème, d'une part avec son capitalisme effréné, d'autre part avec la division internationale du travail qui fait que la France a perdu de très nombreuses productions stratégiques. Nous nous apercevons de la folie de cette organisation. Mais la question majeure reste celle de l'écologie. Depuis les Trente Glorieuses, nous avons tiré de façon excessive sur les ressources naturelles et causé des dégâts massifs sur notre environnement pour gagner de la croissance économique. La crise que nous vivons est un coup de semonce. Elle montre l'impréparation de nos sociétés face aux risques environnementaux. Si nous voulons tenir face aux prochaines manifestations de la crise écologique, nous allons devoir bifurquer radicalement,

Cette crise met plus que jamais en avant les inégalités sociales et professionnelles...

D. M. Il y a des métiers absolument essentiels, dont nous ne pouvons pas nous passer pour vivre. Tout d'un coup, ils deviennent visibles parce que les personnes qui les exercent sont celles qui nous soignent, fabriquent les produits que nous utilisons dans la vie courante, les transportent et les vendent. Or ce sont souvent des métiers déconsidérés, que l'on dit «non qualifiés» ou «peu qualifiés», et qui sont aussi parmi les plus mal rémunérés. Mais la valeur d'autres métiers est aussi à réinterroger. Il y a une énorme béance entre la hiérarchie du prestige social, de la reconnaissance, de la rémunération d'une part et de l'utilité sociale d'autre part. De nombreuses professions très rémunératrices semblent quasi inutiles aujourd'hui pour la survie de la société. On pense aux métiers de publicitaire, de consultant, notamment en management public, qui ont conduit à démanteler notre service public, on pense aux conseillers politiques, aux traders... A toutes ces fonctions

PHILIPPE MATSAS/LEEMAGE/SP



qui font bien tourner la société capitaliste, avec beaucoup de profits, de dividendes, mais qui, lorsqu'on revient à la réalité de l'économie, aux besoins sociaux fondamentaux, ne sont d'aucune utilité et sont même parfois toxiques.

Cadres, managers et chefs d'entreprise doivent-ils donc revoir leur organisation ? Leur rapport au travail ?

D. M. Je pense que c'est bien plus globalement qu'il faut revoir l'organisation du travail. On reproche souvent aux cadres et aux managers d'avoir une formation essentiellement scolaire et de ne pas connaître les contraintes des métiers qui leur sont subordonnés. Oui, certainement, ils doivent revoir leur façon de travailler. D'une manière générale, il existe une demande pour une plus forte démocratisation de l'entreprise, c'est-à-dire qu'on arrête de fixer des objectifs d'en haut, qu'on arrête de fixer des buts qui ne sont pas toujours d'utilité sociale. On attend qu'il y ait une plus grande participation de l'ensemble des salariés à la fois sur la manière de réaliser le travail, mais aussi sur les objectifs poursuivis par les entreprises. Il est urgent de



DOMINIQUE MÉDA
Professeure de sociologie

à l'université Paris-Dauphine.
Elle est également directrice de l'Institut de recherches interdisciplinaires en sciences sociales (Irisso).

réétudier la hiérarchie sociale des métiers. Cela signifie mieux considérer et donc mieux rémunérer tous ces métiers invisibles dont nous découvrons aujourd'hui qu'ils sont essentiels. Dans le même temps, il faut mettre une limite aux rémunérations exorbitantes de certaines fonctions : celles des dirigeants du CAC 40, mais aussi des cadres supérieurs rémunérés en stock-options, des sportifs, des artistes. Je pense que nous devons fixer des maxima de revenus et, si nous n'y arrivons pas, créer des tranches supérieures d'impôt sur le revenu et remettre en place des mécanismes comme l'impôt de solidarité sur la fortune. Car si les inégalités persistent, elles ne permettront pas, notamment aux classes populaires, de s'engager dans la reconversion écologique.

Cette reconversion écologique est selon vous une des voies pour faire évoluer notre économie ainsi que le monde du travail ?

D. M. Oui. Je m'inscris dans une idée de changement assez radical. Et je choisis ce terme plutôt que celui de transition écologique car cela montre combien grande doit être la bifurcation. Il faut tout revoir et rebâtir notre économie de fond en comble. Cette reconversion écologique suppose à la fois un énorme investissement financier dans la rénovation thermique des bâtiments, dans les infrastructures, dans les énergies renouvelables mais induit aussi un très grand changement de comportement. Nous devons faire preuve de plus de sobriété, fabriquer des produits plus durables. Si nous nous engageons dans cette voie,

nous aurons un triple dividende. Le premier est la sauvegarde de notre planète. Le second est d'ordre économique. Les secteurs dont il faudra réduire l'impact, qui sont consommateurs d'énergie et émetteurs de gaz à effet de serre, sont faiblement intensifs en main-d'œuvre, alors que les métiers requis par la transition écologique sont très gourmands en main-d'œuvre. Cette reconversion écologique devrait être très créatrice d'emplois. Le deuxième dividende sera ainsi la mise en avant d'emplois utiles centrés sur les satisfactions des besoins sociaux essentiels : se nourrir, se soigner. Comme je l'ai déjà évoqué à travers mes ouvrages (*La mystique de la croissance. Comment s'en libérer*, Flammarion), nous devons changer nos indicateurs économiques et trier dans les apports de la modernité pour renouer avec la sobriété et la modération. En cela, nous pourrions avoir un troisième dividende en repensant notre organisation du travail, en relocalisant nos productions. Il faudra déployer des ensembles artisanaux de plus faible dimension avec des circuits courts permettant de rendre les territoires autosuffisants. Tout cela suppose des ruptures majeures avec l'idéologie du néolibéralisme et le capitalisme financier qui ont mis jusqu'ici les Etats sous pression et contribuent à démanteler les entreprises de l'économie réelle. *

◆ Propos recueillis par Julie Krassovsky

“ Des métiers très rémunérateurs semblent aujourd'hui quasi inutiles pour la survie de la société.”